

(A)

(N° 207)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MAI 1922.

Proposition de loi modifiant la loi du 25 Ventôse an XI sur le notariat.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

La question de la modification du ressort notarial est pendante en Belgique depuis 1833.

Depuis environ nonante ans, la Législature même est saisie de cette question. Le dernier rapport présenté à la Chambre et qui a figuré longtemps en tête des questions dont la Chambre devait s'occuper émane de l'honorable M. Drubbél, représentant de Gand, et fut déposé sur le bureau de la Chambre en séance du 5 juillet 1877.

Faisons en quelques lignes l'historique de la question devant la Chambre.

Un projet de loi dû à l'initiative parlementaire et substituant au triple ressort de la loi de ventôse l'unité du ressort par arrondissement judiciaire fut adopté par la Chambre des Représentants, dans la séance du 18 mars 1875, et rejeté par le Sénat, par parité de voix, le 3 juin suivant. Le 15 décembre 1875, un projet analogue, dû également à l'initiative parlementaire, fut déposé sur le bureau du Sénat et adopté par lui dans sa séance du 15 mai 1876 par 30 voix contre 28 et 1 abstention.

C'est sur ce dernier projet de loi amendé par le Gouvernement et adopté par la Section centrale que l'honorable M. Drubbel fit le remarquable rapport que nous avons signalé plus haut. Nous engageons tous les membres de la Chambre à lire ce rapport afin d'avoir une idée complète de la question de la modification du ressort notarial (*Documents parlementaires, session 1876-1877, n° 212, séance du 5 juillet 1877*).

L'article 5 de la loi de ventôse établit une triple classe de notaires :

Notaires de Cour d'appel,	1 ^{re} classe.
Notaires d'arrondissement,	2 ^e classe.
Notaires de canton,	3 ^e classe.

Pourquoi les notaires de la 3^e classe demandent-ils si vivement à élargir leur compétence? « Parce que les notaires de 1^{re} et de 2^e classe exploitent trop souvent un droit qu'ils ne devraient exercer que lorsque l'intérêt des parties le commande, tandis qu'un grand nombre en abusent et font une concurrence ruineuse à leurs successeurs dans une étude rurale, concurrence se produisant principalement et presque exclusivement sur les actes les mieux rétribués de leur ministère : les ventes et les locations publiques. On peut discuter sur l'étendue du mal ; ce qui est certain, c'est que l'abus existe et qu'il est nécessaire de circonscrire davantage les notaires de 1^{re} et de 2^e classe dans leurs cantons respectifs. »

Voilà ce qu'écrivait l'honorable M. Drubbel, à la page 15 de son rapport, il y a vingt-huit ans.

Depuis, la situation s'est-elle améliorée?

Pour vous renseigner parfaitement sur la question, nous nous permettons de mettre sous vos yeux quelques extraits du rapport présenté le 20 avril 1904 par le Comité de la Fédération des notaires ruraux de Belgique à M. le Ministre de la Justice :

« Il est incontestable que le nombre et surtout l'importance des actes diminuent considérablement à la campagne : il existe actuellement des notariats dont le nombre d'actes ne dépasse pas quinze par année, beaucoup n'en donnent pas soixante ! Et quels actes ! Ceux qui ont quelque importance sont enlevés par les notaires des chefs-lieux, grâce au ressort étendu de leur compétence, tandis que les ventes mobilières se trouvent entre les mains des huissiers, greffiers, secrétaires communaux et autres agents d'affaires.

» Peut-on imaginer une situation plus inique que celle des notaires de 3^e classe, qui, n'ayant que cinq à dix communes à parcourir, sont obligés de subir encore dans ce petit ressort la concurrence des notaires de 2^e classe, et celle beaucoup plus redoutable des notaires de 1^{re} classe ? Est-il juste que pendant le mois d'octobre 1903 il a été annoncé par les notaires de Gand dans le seul *Notariëel Annoncenblad* vingt-cinq ventes d'immeubles dans les cantons *ruraux* de la Cour d'appel et dont le produit a dépassé 1,200,000 francs, alors que, pendant le même laps de temps, les soixante notaires cantonaux de Gand, tous ensemble, n'ont pas fait des ventes pour le quart, le cinquième de cette somme ?

» Il s'ensuit que le notaire à la campagne ne trouve plus dans l'exercice de ses fonctions une position indépendante, à l'abri des besoins et des dangereuses sollicitations de la gêne. Dès lors, il ne peut plus répondre à l'attente de la loi et à la confiance des administrés et cette situation, si elle doit se prolonger, deviendra un danger public.

» Il n'est donc pas étonnant que depuis soixante-quinze ans des réformateurs se sont occupés de la grave question de la revision de la loi de ventôse et notamment ceux qui, par leur expérience et par leur compétence, avaient certes le droit de se mettre à la tête d'un mouvement aussi important.

» L'honorable sénateur Lammens, ce vétéran du notariat, ne disait-il pas avec conviction, le 26 mars 1889, que les notaires des chefs-lieux jouissent d'un privilège que rien ne justifie et que la situation du notariat rural devenait très critique.

» Déjà en 1846, M. Rutgeers, le savant professeur à l'Université de Louvain, publia des considérations aussi importantes que nouvelles sur la réorganisation du notariat, et en 1872 il fit paraître un mémoire, digne de toute attention, sur la question de l'opportunité de la revision de la loi de ventôse.

» M. Galopin, l'éminent professeur à l'Université de Liège, se prononce catégoriquement en faveur d'une revision.

» Les journaux les plus en vue ont publié des études approfondies sur cette matière, et tous, sans distinction de parti, se sont déclarés partisans d'une réorganisation plus favorable aux intérêts du notariat rural.

» A plusieurs reprises, les Chambres législatives se sont occupées de la question, et en 1876 un projet de loi, admettant le principe du ressort unique par arrondissement, fut voté par le Sénat et renvoyé à la Chambre des Représentants, qui ne l'a plus remis en discussion.

» Déplorant la malheureuse situation du notariat rural, l'honorable Procureur général, M. Van Iseghem, actuellement conseiller à la Cour de cassation, a cru devoir en faire l'objet de son discours en la séance solennelle de rentrée de la Cour d'appel de Gand au mois d'octobre 1901. M. le Procureur général signala, parmi les causes de cette crise, le nombre trop considérable des notaires ruraux et l'accaparement par les notaires des chefs-lieux de toutes les affaires importantes de la campagne.

» On est donc unanime à reconnaître qu'une réforme s'impose, tant dans l'intérêt du public que du notariat rural, car la répartition des classes de notaires préjudicie aux intérêts des administrés d'une manière qui doit sauter aux yeux des moins clairvoyants. En effet, les notaires de 1^{re} classe peuvent accompagner leurs clients dans tout le ressort de la Cour d'appel, et si cela est juste et raisonnable, pourquoi défendre à l'habitant de la campagne de se faire accompagner de son notaire cantonal dans le même ressort? Pourquoi doit-il abandonner son homme de confiance et faire choix d'un notaire de 1^{re} classe une fois qu'il a des intérêts à défendre au chef-lieu?

» Notre Fédération a consacré plusieurs séances à l'étude et à la discussion :

» A. *De nouvelles dispositions en remplacement de l'article 5 de la loi de ventôse.*

» B. *D'autres réformes à introduire pour relever le notariat rural.*

» A. Elle a successivement examiné les systèmes suivants :

» 1^o *Ressort par canton;*

» 2^o *Ressort par canton avec compétence sur les communes limitrophes;*

» 3° *Un ressort basé sur l'ancienneté de service et dont le système est conçu comme suit :*

» ART. 5. Les notaires exercent leurs fonctions savoir :

» « 1° Pendant dix ans, à compter du jour de leur nomination, dans l'étendue de leur justice de paix. Les villes qui ont le siège de deux ou plusieurs justices de paix seront considérées comme n'en formant qu'une seule.

» » 2° Ensuite pendant cinq ans dans l'étendue du ressort de leur tribunal de 1^{re} instance.

» » 3° Après quinze ans d'exercice, à compter de la première nomination, dans l'étendue du ressort de leur Cour d'appel.

» » Ces dispositions ne lèseront pas les droits acquis des notaires en fonctions. » »

» Enfin, en assemblée générale du 10 mai 1903, le Comité, composé des délégués des différents arrondissements, s'est rallié au seul ressort par arrondissement comme paraissant le plus juste parce qu'il place tous les notaires sur la même ligne ».

Depuis 1903, la question a été à différentes reprises examinée et discutée par les associations de notaires et au sein du Parlement par les Sections et Commissions spéciales. Jamais toutefois le débat public n'a été abordé dans l'enceinte parlementaire. L'accord sur un système définitif n'a pu jusqu'à ce jour être obtenu. Il y a deux systèmes en présence, l'unité de ressort par arrondissement judiciaire que nous continuons à préconiser, qui rencontre beaucoup de partisans parmi les notaires, et le système des notaires exerçant leurs fonctions dans l'étendue du canton de la justice de paix de leur résidence et en dehors de ce canton dans les communes qui touchent à celle de leur résidence.

L'unité du ressort par arrondissement judiciaire, est croyons nous le desideratum des notaires ruraux fédérés.

Notez, Messieurs, que l'unité du ressort est devenu un fait accompli dans bien des pays de l'Europe : l'Allemagne, le Grand-Duché de Luxembourg, la Hollande, l'Espagne, l'Italie, l'Autriche, la Bavière, la Hongrie, la Suisse, etc.

La Belgique et la France seules ont encore des classifications de notaires en trois catégories, principe inique et suranné que plus un parlement ne voterait.

Observons que la France dans ses colonies et même le Congo ont établi des ressorts uniformes.

La classification des notaires en trois classes se justifie-t-elle encore de nos jours? Le notaire de 1^{re} classe est-il plus intelligent, plus instruit, plus capable que le notaire de 2^e classe et de 3^e classe? Exige-t-on des études supérieures d'un notaire de 1^{re} classe, doit-il être docteur en droit? Les notaires n'ont-ils pas tous la même compétence? Leurs services diffèrent-ils entre eux?

La classification actuelle est donc surannée. Elle ne peut plus faire valoir à son profit des distances qui n'existent plus. N'avons-nous pas des lois d'exception pour les notaires des faubourgs des grandes villes? Ne sommes-nous pas

saisis de pétitions de notaires voisinant les grandes villes qui demandent que leur ressort soit étendu? L'unité du ressort est dans les vœux de tous, du public et des notaires à part et peut-être des notaires de 1^{re} classe, en faveur desquels nous présentons une mesure transitoire qui doit leur donner toute satisfaction.

C'est avec confiance que nous maintenons notre proposition de loi déposée une première fois le 16 décembre 1919 et signée à cette date par nos honorables collègues Van de Venne, Van Cauwenbergh, A. Mechelynck, chevalier de Ghellinck d'Elseghem et Busschaert. Nous la soumettons de nouveau à l'examen des membres du Parlement.

Nous espérons, Messieurs, que vous daignerez y faire bon accueil et que vous voterez, à l'unanimité, une mesure juste et rationnelle.

MAENHAUT.

ANNEXE AU N° 207.

**Proposition de loi modifiant la
loi du 25 ventôse an XI sur
le notariat.**

ARTICLE PREMIER.

L'article 5 de la loi du 25 ventôse an XI sur le notariat est remplacé par le texte suivant :

« Le notaire exerce ses fonctions dans l'arrondissement judiciaire de sa résidence. »

ART. 2.**Mesure transitoire.**

Le notaire ayant, lors de la mise en vigueur de la présente loi, le droit d'instrumenter dans le ressort d'une Cour d'appel, conservera ce droit pour tout le temps qu'il remplira ses fonctions.

BIJLAGE VAN N° 207.

**Wetsvoorstel tot wijziging der wet
van 25 Ventôse jaar XI op het
notariaat.**

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 5 der wet van 25 Ventôse jaar XI op het notariaat wordt vervangen door den volgende tekst :

« De notaris oefent zijn ambt uit in het rechterlijk arrondissement waar hij zijne standplaats heeft. »

ART. 2.**Overgangsmaatregel.**

De notaris die, bij het in werking treden dezer wet, het recht heeft akten op te maken binnen het gebied van een Hof van Beroep, behoudt dat recht voor al den tijd dat hij zijn ambt waarneemt.

J. MAENHAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MEI 1922.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 25 Ventose jaar XI op het notariaat.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het vraagstuk der wijziging van het notarieel gebied is in België reeds hangende sedert 1833.

Ongeveer negentig jaar zijn verlopen sedert de quaestie in de Kamer zelve werd opgeworpen. Het laatste verslag daarover, — het eerste dat langen tijd op de lijst voorkwam der zaken waarmede de Kamer zich diende onledig te houden, — gaat uit van den achtbaren heer Drubbel, volksvertegenwoordiger voor Gent; het werd in de Kamer ter tafel gelegd op 5 Juli 1877.

In korte woorden willen wij hier de toedracht van het vraagstuk voor de Kamer uiteenzetten.

Een wetsvoorstel, uitgaande van het Parlement zelf, waarbij het drievoudig gebied der wet van Ventôse werd vervangen door het eenig gebied per rechterlijk arrondissement, werd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers goedgekeurd in de zitting van 18 Maart 1875 en door den Senaat bij staking van stemmen verworpen op 3 Juni daaropvolgende. Den 15^e December 1875 werd een soortgelijk voorstel, insgelijks uitgegaan van Parlementsleden, op het bureel van den Senaat overgelegd en door deze vergadering in de zitting van 15 Mei 1876 aangenomen met 30 stemmen tegen 28 en 1 onthouding.

Dit laatste wetsvoorstel werd door de Regeering gewijzigd en door de Middenafdeeling goedgekeurd. De achtbare heer Drubbel bracht hierover het merkwaardig verslag uit, waarop wij hierboven hebben gewezen en dat wij al de Kamerleden aanraden te lezen, ten einde volkomen op de hoogte te zijn van het vraagstuk betreffende de wijzigingen in het notarieel gebied. (*Gedrukte Stukken*, Zittingsjaar 1876-1877, n° 212, vergadering van 5 Juli 1877.)

De wet van Ventôse, artikel 5, verdeelt de notarissen in drie klassen :

Notarissen van het Hof van beroep,	1 ^{ste} klasse,
Arrondissementsnotarissen,	2 ^{de} klasse,
Kantons-notarissen,	3 ^{de} klasse.

Waarom vragen de notarissen van de derde klasse met zooveel aandrang dat hunne bevoegdheid worde uitgebreid? « Omdat de notarissen van de 1^{ste} en 2^{de} klasse al te dikwijls gebruik maken van een recht, dat zij enkel dienden uit te oefenen wanneer het belang van partijen het vergt, terwijl een groot getal er misbruik van maken en eene tot ondergang brengende mededinging doen aan hunne opvolgers in eene studie ten plattelande; en deze mededinging is hoofdzakelijk en nagenoeg uitsluitend waar te nemen voor de akten waarbij de notaris het meest verdient: de openbare veilingen en verpachtingen. Tot hoeverre dat misbruik gaat, daarover kan getwist worden, doch zeker is het dat het bestaat en dat het noodig is de notarissen van de 1^{ste} en 2^{de} klasse meer binnen hunne wederzijdsche kantons in te sluiten. »

Ziedaar wat de achtbare heer Drubbel schreef op bladzijde 15 van zijn verslag. Sedert zijn acht en twintig jaar voorbijgegaan.

Is de toestand nu verbeterd?

Om u over de zaak volkomen in te lichten, zijn wij zoo vrij u eenige uittreksels mede te deelen uit het verslag dat den 20^e April 1904 den Minister van Justitie werd aangeboden door het Comité van den Bond der landelijke notarissen van België :

« Onbetwistbaar is het, dat en het getal en de belangrijkheid van de akten ten plattelande merklijk afnemen: er bestaan thans notariaten waar het getal verleden akten niet vijftien overtreft, en voor vele bereikt het niet zestig! En welke akten! Met de eenigszins gewichtige akten, gaan de notarissen der hoofdplaatsen weg, dank aan de uitgebreidheid van hunne bevoegdheid, en de verkooping van roerende goederen zijn in handen van deurwaarders, griffiers, gemeentesecretarissen en andere zaakwaarnemers.

» Kan men wel een meer onrechtvaardigen toestand uitdenken dan dien waarin de notarissen van 3^e klasse verkeerden? Hun gebied strekt zich enkel uit over vijf tot tien gemeenten en dan zijn zij nog verplicht binnen die enge grenzen de mededinging te doorstaan van de notarissen der 2^e klasse en de nog meer duchtige mededinging van de notarissen der 1^{ste} klasse? Is het billijk, dat, in October 1903, door de notarissen van Gent in het *Notarieel annoncenblad* alleen vijf en twintig verkooping van onroerende goederen werden aangekondigd in de landelijke kantons van het Hof van Beroep, waarvan de opbrengst boven de 1,200,000 frank bedroeg, terwijl, gedurende hetzelfde tijdperk, de zestig kantonnale notarissen van het arrondissement Gent allen te zamen geen verkooping hielden voor het vierde of het vijfde van die som?

» Daaruit volgt, dat de notaris op den buiten in de uitoefening van zijn

ambt geen onafhankelijke betrekking meer vindt, hem bevrijdende tegen nood en tegen de gevaarlijke verlokkingen van geldgebrek. Derhalve kan hij niet meer beantwoorden aan hetgeen de wet van hem verwacht, evenmin als aan het vertrouwen der burgers, en die toestand, moest hij langer voortduren, zou een openbaar gevaar worden.

» 't Is dan ook niet te verwonderen, dat, sedert vijf en zeventig jaren, het gewichtig vraagstuk der herziening van de wet van Ventôse de aandacht trok van hervormers en wel bepaald van mannen die, door hunne ondervinding en hunne bevoegdheid, voorwaar het recht hadden zich aan 't hoofd te stellen van eene zoo gewichtige beweging.

» Zegde niet de achtbare senator Lammens, die veteraan van het notariaat, op 26 Maart 1889, dat de notarissen der hoofdplaatsen een voorrecht genieten dat door niets wordt gewettigd, en dat de toestand der notarissen van het platteland zeer zorgvol werd?

» Reeds in 1846, liet de heer Rutgeers, de geleerde professor bij de Hoogeschool van Leuven, zoo gewichtige als nieuwe beschouwingen over de herinrichting van het notariaat drukken, en in 1872 gaf hij over de gepastheid om de wet van Ventôse te herzien, eene memorie uit die aller aandacht verdiende te boeien.

» De heer Galopin, de uitstekende professor bij de Hoogeschool van Luik, verklaart zich uitdrukkelijk voorstander van deze herziening.

» De meest gekende bladen lieten grondige studiën over dat punt verschijnen, en alle, zonder onderscheid van partij, verklaarden voorstander te zijn van eene herinrichting meer gunstig aan de belangen der notarissen ten plattelande.

» Herhaalde malen hielden de Wetgevende Kamers zich met het vraagstuk onledig en, in 1876, werd een wetsvoorstel, houdende bekrachtiging van het beginsel van het eenig gebied per arrondissement, door den Senaat aangenomen en verzonden naar de Kamer der Volksvertegenwoordigers, die het niet meer in beraadslaging legde.

» Den droevigen toestand van de landelijke notarissen betreurende, heeft de achtbare Procureur-generaal, de heer Van Iseghem, thans raadsheer in het Hof van Cassatie, goed gevonden van dat vraagstuk het onderwerp te maken van zijne redevoering bij de plechtige openingszitting van het Hof van Beroep te Gent, in October 1901. Onder de oorzaken dier crisis, wees de heer Procureur-generaal op het overdreven getal landelijke notarissen en het inpalmen door de notarissen der hoofdplaatsen van al de gewichtige verrichtingen ten plattelande.

» Door iedereen wordt dus erkend dat er eene hervorming noodig is, zoowel in 't openbaar belang als in 't belang der landelijke notarissen, want de indeeling der klassen van notarissen strijdt zoodanig met de belangen der burgers dat de minst helderzienden er volkomen moeten van overtuigd zijn. De notarissen der 1^{ste} klasse, immers, mogen hunne cliënten vergezellen op gansch het gebied van het Hof van Beroep, en zoo dat billijk en redelijk is, waarom dan aan een landman verbieden zich te doen vergezellen van den notaris van zijn kanton binnen hetzelfde gebied? Waarom moet hij afzien van een man die zijn vertrouwen geniet en een notaris van 1^{ste} klasse nemen zoodra hij belangen in de hoofdplaats te verdedigen heeft?

» Onze Bond besteedde verscheidene zittingen aan de studie en de bespreking van :

» A. *Nieuwe bepalingen ter vervanging van artikel 5 der wet van Ventôse ;*

» B. *Andere in te voeren hervormingen tot opbeuring van het notariaat ten plattelande.*

» A. Hij onderzocht achtereenvolgens deze stelsels :

» 1° *Gebied per kanton ;*

» 2° *Gebied per kanton met bevoegdheid zich uitstrekkende tot de belendende gemeenten ;*

» 3° *Een gebied steunende op het getal dienstjaren, welk stelsel hierop neerkomt :*

» ART. 5. — De notarissen oefenen hun ambt uit, te weten :

» Gedurende tien jaren, van den dag hunner benoeming af, binnen het gebied van hun vredegerecht. De steden met twee of meer vredegerechten worden beschouwd als slechts één vredegerecht uitmakende.

» 2° Vervolgens gedurende vijf jaren binnen het gebied hunner rechtbank » van 1^{sten} aanleg ;

» 3° Na vijftien jaren ambtsvervulling, van hunne eerste benoeming af, » binnen het gebied van het Hof van Beroep.

» Die bepalingen laten de verworven rechten der in bediening zijnde notarissen » onverkort. »

» Eindelijk, in algemeene vergadering van 10 Mei 1903, heeft het Comité, samengesteld uit de afgevaardigden der verschillende arrondissementen, zich aangesloten bij het eenig gebied per arrondissement als zijnde het meest rechtvaardige omdat het al de notarissen gelijkelijk behandelt. »

Sedert 1903 werd de quaestie herhaaldelijk onderzocht en besproken door de notarisverenigingen en, in het Parlement, door de Afdeelingen en Bijzondere Commissiën, doch nooit ontstond daarover een Kamerdebat. Tot nog toe kon men het niet over een bepaald stelsel eens worden. Twee stelsels staan tegenover elkaar : de eenheid van ambtsgebied per rechterlijk arrondissement dat wij voortgaan te verdedigen en dat vele aanhangers onder de notarissen telt, en het stelsel der notarissen welke hun ambt uitoefenen binnen het gebied van het vredegerechtskanton van hunne standplaats en, buiten dit kanton, in de belendende gemeenten van hunne standplaats.

Het eenig gebied per rechterlijk arrondissement, is, denken wij, het desideratum van den Bond der landelijke notarissen.

Verliest daarbij niet uit het oog, Mijne Heeren, dat de eenheid van gebied een voltrokken feit is geworden in vele landen van Europa, als daar zijn : Duitschland, Groothertogdom Luxemburg, Nederland, Spanje, Italië, Oostenrijk, Beieren, Hongarije, Zwitserland, enz.

Alleen België en Frankrijk bezitten nog de rangschikking van de notarissen in drie klassen, een verouderd en onrechtvaardig beginsel tot hetwelk geen parlement nog zou willen toetreden.

Voegt daarbij dat Frankrijk, in zijne koloniën, en zelfs de Congostaat het eenvormig gebied hebben aangenomen.

Kan de rangschikking van de notarissen in drie klassen heden ten dage nog gerechtvaardigd worden? Is de notaris der 1^{ste} klasse meer verstandig, meer geleerd, meer bekwaam dan de notaris van de 2^{de} en de 3^{de} klasse? Vergt men hoogere studiën van een notaris van 1^{ste} klasse, moet hij doctor in de rechten zijn? Hebben niet alle notarissen dezelfde bevoegdheid? Zijn hunne wederzijdsche diensten verschillend?

De thans bestaande rangschikking is dus verouderd. Zij kan niet meer steunen op afstanden die niet meer bestaan. Hebben wij geen wetten van uitzondering voor de notarissen der voorsteden van onze groote steden? Ontving de Kamer niet nog dezer dagen verzoekschriften van notarissen uit den omtrek der groote steden, vragende dat hun gebied zou uitgebreid worden? Eenheid van gebied wordt door iedereen verlangd, door het publiek en door de notarissen, met uitzondering wellicht van notarissen van de 1^{ste} klasse, die tegen de hervorming zijn, doch voor dezen stellen wij een overgangsmaatregel voor, die hen volkomen moet bevredigen.

Met vertrouwen handhaven wij ons wetsvoorstel, dat voor de eerste maal op 16 December 1904 werd ingediend en te dien tijde onderteekend door onze achtbare medeleden, de heeren Van de Venne, Van Cauwenbergh, A. Mechelynck, ridder de Ghellinck d'Elseghem en Cam. Busschaert. Wij onderwerpen het opnieuw aan het onderzoek van de Parlementsleden.

Wij hopen, Mijne Heeren, dat het bij u een goed onthaal zal vinden en dat gij eenparig eene goedkeurende stem zult geven aan een rechtvaardigen en redematigen maatregel.

MAENHAUT.
